



**HAL**  
open science

# GUERRE ET POLITIQUE DANS LE JOURNAL D'UN ATTACHE D'AMBASSADE (1916-1917) DE PAUL MORAND

Gil Charbonnier

► **To cite this version:**

Gil Charbonnier. GUERRE ET POLITIQUE DANS LE JOURNAL D'UN ATTACHE D'AMBASSADE (1916-1917) DE PAUL MORAND. *Revue d'histoire littéraire de la France*, 2016. hal-02178129

**HAL Id: hal-02178129**

**<https://hal.science/hal-02178129>**

Submitted on 27 Jul 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Guerre et politique dans *Journal d'un attaché d'ambassade (1916-1917)* de Paul Morand

Jeune attaché à l'ambassade de France à Londres auprès de Paul Cambon en 1914, chef de la mission économique dans cette même ambassade en 1940, Morand a toujours été bien placé pour observer et décrire l'histoire en direct. Même teintés de parti pris, ses journaux comme ses documentaires témoignent, à ce titre, d'une conscience de l'histoire qui est une mine pour les spécialistes des conflits européens du XX<sup>e</sup> siècle. Dans *Londres* (1933), par exemple, évoquant la déclaration de guerre d'août 1914, il affirme que « de grands pans de l'histoire européenne s'abattent sur nous. »<sup>1</sup> C'est pourquoi Jacques Chardonne a raison de lui écrire dans une lettre du 9 avril 1956, à propos de son *Journal d'un attaché d'ambassade 1916-1917* : « J'ai lu ce matin une bonne partie du *Journal* que je ne connaissais pas. Immense lacune. C'est merveilleux ; en outre d'un intérêt brûlant ». <sup>2</sup> Ce journal comble en effet une « immense lacune » dans la mesure où il dévoile une partie des archives diplomatiques du premier grand conflit mondial. Il insiste sur bien des circonstances restées dans l'ombre comme les enjeux des missions du Quai d'Orsay en Espagne pour s'assurer de la neutralité d'Alphonse XIII<sup>3</sup> ou encore l'action secrète de la France en vue de déstabiliser la Grèce du roi Constantin. Ce dernier événement, suivi au jour le jour, est saisi dans sa trame politique afin de mieux intégrer cette part de l'histoire qui improvise, tel ce dialogue rapporté entre Aristide Briand et Philippe Berthelot : « M. Briand a dit ce matin : ' C'est inadmissible de confisquer ainsi la flotte grecque. Je vais téléphoner à l'Élysée.' ' Mais dit Berthelot, je lui ai parlé exprès de tant d'autres choses qu'il a oublié de téléphoner.' »<sup>4</sup> Ensuite, l'emprise de la révolution russe sur les esprits est dans toutes ces pages. Morand explique tout ce qu'elle a pu représenter de radicalement neuf pour les hommes de sa génération : « On voit trop que les soviets se refusent aux vieilles formules, même socialistes, d'Occident. Nous entrons dans du jamais vu », <sup>5</sup> dit-il le 17 juin 1917. Dans sa préface au *Journal*, Michel Collomb a fort bien montré la richesse de ces différents aspects au plan de la connaissance historique. Nous n'y reviendrons pas, préférant nous tourner vers l'analyse du régime parlementaire en temps de guerre, analyse omniprésente dans ce journal. Affecté au Quai d'Orsay durant le conflit, Morand a suffisamment de légitimité pour offrir un témoignage qui prit une signification particulière au moment de sa parution en 1947 et qui revêt aujourd'hui un sens neuf avec le recul d'un siècle et la commémoration du centenaire. <sup>6</sup> « Quatorze mois dans l'antichambre du pouvoir m'avaient beaucoup appris » dit-il dans *Venises*. <sup>7</sup> C'est sous cet angle que son regard sur les institutions de la III<sup>e</sup> République et sur les « désastres de la Guerre » invite au débat.

Les jugements politiques sont d'autant plus éclairants que l'auteur les mêle, sous l'égide de Philippe Berthelot, à une réflexion sur la vie artistique. Les pages dédiées aux ballets russes, à Cocteau, à Proust (découvert dans l'intimité de sa création) sont très nombreuses ; à travers elles se déchiffre un sens de l'histoire que leur auteur justifie ainsi : « J'espère qu'on vaudra bien trouver quelque intérêt rétrospectif à cette extraordinaire année 1917 qui sera

<sup>1</sup> *Londres*, Folio/ Gallimard, p. 70. Première édition, Plon, Paris, 1962.

<sup>2</sup> Lettre de J. Chardonne à P. Morand, lettre 46 in *Correspondance Paul Morand- Jacques Chardonne*, T.I, 1949-1960, édition établie et annotée par P. Delpuech, préface de M. Déon, Gallimard, Paris, 2013, p. 71.

<sup>3</sup> En Mission en Espagne, Morand écrira « L'Espagne. Que d'hommes jeunes ! À l'infini. Que font-ils tous ? Heureux pays où seul coule le sang des taureaux ! », *Journal d'un attaché d'ambassade*, 1916-1917, nouvelle édition avec un complément présenté et annoté par M. Collomb, Gallimard, collection blanche, 1996, p. 345. Première édition du texte en 1947 aux éditions de la Table Ronde. Le texte sera republié par Gallimard en 1963.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 267.

<sup>6</sup> Voir à ce sujet l'exposition « Les députés et la Grande Guerre », Assemblée nationale, Palais Bourbon, Paris, de juin 2014 à décembre 2014.

<sup>7</sup> *Venises*, L'imaginaire Gallimard, Paris, 1971, p. 70.

aussi importante que 1789 pour l'histoire de l'Europe. »<sup>8</sup> C'est au milieu de tous les dangers menaçant Paris d'anéantissement que Morand pressent une renaissance culturelle, celle qui donnera les Années folles, opposant à la barbarie l'énergie d'une civilisation. Ou alors comme le dit Michel Collomb, s'agit-il de « la vaine parade de l'esprit au bord du gouffre. »<sup>9</sup> Quoiqu'il en soit, c'est ainsi que Morand décrira cette période, en 1953, dans une lettre à Chardonne :

1917 est une date. Après le no man's land 1914-1917, c'est tout notre aujourd'hui qui surgit brusquement : nous découvrons Proust, Giraudoux, Larbaud, La Jeune Parque, etc., jusqu'alors réservés aux happy few, ignorés du public depuis dix ans. Le début du dadaïsme, Adrienne Monnier, le jazz, Cendrars, les stocks américains, *Parade*, les ballets russes (seconde manière), les Radiguet, les ventes de Kahweiler, premières enchères sur les Braque ; Chandelles romaines d'Auric (première audition chez Etienne de Beaumont, fin 1916), les Six, le retour de Claudel, etc., tout ça, c'est 1916-1917. À chaque page du *Journal d'un attaché*, cela apparaît.<sup>10</sup>

Cependant, le *Journal d'un attaché d'ambassade* n'est pas uniquement une source documentaire, il constitue aussi un essai sur l'écriture de l'histoire. Comme le postule Ivan Jablonka dans un ouvrage récent : « la littérature est compatible avec la démarche des sciences sociales. Les écrits du réel — enquête, reportage, journal, récit de vie, témoignage — concourent à l'intelligibilité du monde. Ils forment une littérature qui, au moyen d'un raisonnement, vise à comprendre le passé ou le présent. »<sup>11</sup> En conséquence, il importera de dégager au sein de ce journal un raisonnement historique permettant de comprendre ce que les hommes ont été et ce qu'ils ont fait. Partant, c'est également une forme qu'il faudra interroger pour déterminer en quoi ce texte est à la fois littérature et histoire, surtout qu'il se prolonge dans des œuvres de fiction. De quelles ressources esthétiques Morand use-t-il pour légitimer sa démarche auprès des « historiens de l'avenir »,<sup>12</sup> lui qui n'avait à cette date (1916-1917) publié aucun texte ? Parmi ces historiens, il faut mentionner Fabienne Bock dont l'ouvrage, *Un parlementarisme de guerre -1914-1919*, croise le témoignage de Morand mais ce dernier insiste sur la faillibilité des dirigeants et des institutions. La démocratie à l'épreuve de la guerre, les défaites militaires, les crises du pouvoir civil, ces faits sont pensés selon cette perspective ouverte par un esprit soucieux de rigueur et d'éthique. À cet égard, le *Journal d'un attaché d'ambassade* écrit un nouveau chapitre dans l'histoire des relations entre littérature et politique.

### La démocratie française à l'épreuve de la guerre

En fonction d'une vision éthique de la *res publica*, la gestion des événements politiques dans le *Journal* fait apparaître trois foyers de conflit : la rivalité entre le pouvoir civil et l'état-major, la vie parlementaire et son lot de crises gouvernementales, la forte pression de l'opinion publique enfin sur les autorités institutionnelles. Concernant le premier point, comme le note Jean-Jacques Becker,<sup>13</sup> les généraux français, au début des hostilités,

<sup>8</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade*, *op.cit.*, p. 8.

<sup>9</sup> Préface de M. Collomb, *ibid.*, p. XIV.

<sup>10</sup> *Correspondance Paul Morand- Jacques Chardonne*, T.I, 1949-1960, *op.cit.*, p. 31, lettre du 8 janvier 1953.

<sup>11</sup> Y. Jablonka, *L'histoire est une littérature contemporaine, manifeste pour les sciences sociales*, la librairie du XX<sup>e</sup> siècle, Seuil, Paris, 2014. La citation est extraite de la dernière page de couverture.

<sup>12</sup> L'expression est extraite de la note du 17 juin 1917 : « A noter pour les historiens de l'avenir : l'ambassade de France à Londres n'a pas eu, pendant cette guerre, le téléphone avec le Quai d'Orsay ! », *Journal d'un attaché d'ambassade*, 1916-1917, *op.cit.*, p. 268.

<sup>13</sup> Dans sa préface au livre de F. Bock, *Un parlementarisme de guerre -1914-1919*, Editions Belin, Paris, 2002, p. 5.

entendaient mener seuls une guerre qu'ils prévoyaient foudroyante mais brève. Or, les premiers revers, l'enlisement du conflit et le retentissement des pertes effroyables dans l'opinion obligèrent l'état-major à composer avec un circuit démocratique que la III<sup>e</sup> République cherchait à renforcer. De fait, les institutions et les hommes politiques, élus ou nommés, restèrent au centre des décisions en contrôlant, pendant toute la durée de la guerre, les plans des stratèges militaires. Mais cette position dominante fut conquise de haute lutte. Puisant dans ses archives personnelles, Morand raconte cette inversion du rapport de force. N'argumentant pas sur la question, il s'appuie sur la trame narrative des anecdotes qu'il tenait de Berthelot. En 1915, ce dernier convoquait régulièrement Joffre pour préparer les conférences entre Alliés et il ne se privait pas d'évoquer en public la soumission du Général. Berthelot, qui semble toujours avoir le dernier mot :

Berthelot a fait prier Joffre de passer chez lui à midi afin de le chapitrer sur les vues qu'il aura à défendre à la Conférence du 15. [...]

- J'aurai les Italiens contre moi, répétait Joffre.

-La seule façon d'avoir les Italiens pour soi utilement, c'est de les avoir contre soi, réplique Berthelot en martelant les mots.<sup>14</sup>

n'hésite d'ailleurs pas à caricaturer une force domptée :

Autre histoire de Berthelot. A une conférence, il se trouve assis à côté de Joffre.

- Croyez-vous que je puisse donner du poing sur la table ? lui demande à l'oreille le général.

- Mais certainement, il faut...

L'énorme poing du général s'abat comme l'éclair, la table bondit en l'air, tout le monde sursaute ; lui seul a de nouveau son immobilité, son impassibilité.<sup>15</sup>

La régulation des conflits entre le pouvoir et les militaires résulte du travail des grandes commissions parlementaires, Armée, Marine Affaires étrangères, Budget, qui joua, à partir de janvier 1915, un rôle décisif. Composée d'officiers et de parlementaires, la commission à l'Armée du Sénat, dominée par Clemenceau, fit beaucoup pour instituer un véritable débat contradictoire sur les stratégies à construire. Elle mena campagne en vue d'intensifier la fabrication des armements tout en exigeant, de surcroît, la formation d'une armée de manœuvre, ce que refusait justement Joffre. Le pays est ainsi resté fidèle à ses principes et à l'esprit démocratique de ses institutions tout au long de la guerre. Cependant, l'efficacité des commissions ne doit pas occulter le système des combinaisons gouvernementales et les ambitions des parlementaires. Il est toujours tentant de précipiter la chute d'un cabinet afin d'accéder à un poste ministériel dans une nouvelle équipe. Assurant une sorte de navette entre le Quai d'Orsay et les deux Chambres, Morand observe ces mécanismes de déstabilisation qui perdurent pendant la guerre mais il ne s'en étonne pas tant ils sont constitutifs du régime. En octobre 1916, des « jeunes » tentent de faire tomber le cabinet Briand :

Louis Marin vient voir Berthelot. Ce sont de vieux amis. Il parle de la séance de la veille à la Commission de l'Armée ; les jeunes ont jeté les bases d'un nouveau ministère : Maginot, Tardieu, Abel Ferry... On organiserait une coalition contre M. Briand ; on tâcherait de le mettre en difficulté sur les affaires de Grèce qui lui valent tant d'impopularité. Comme autres portefeuilles, il y aurait : Albert Thomas à la Guerre, Barthou aux Affaires étrangères, avec Tardieu comme sous-secrétaire d'État. Mais il est peu probable que cela marche.<sup>16</sup>

<sup>14</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 21 octobre 1916, p. 63.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.64, note du 10 novembre 1916,

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 41, note du 20 octobre 1916.

Au milieu de ces manœuvres, le vote de la confiance apparaît comme un rituel accordant un moment de répit à l'exécutif mais quelques heures après l'agitation des couloirs reprend de plus belle. Le *Journal* réinterprète ces faits afin de mieux souligner l'espèce de fatalité à laquelle conduit la pratique continue de la combinaison :

Le ministère n'est pas du tout solide, mais plus du tout ! Quand le gouvernement demande nettement à la Chambre la confiance, il l'a ; les couloirs se calment pour deux heures et, le lendemain, tout est à recommencer.<sup>17</sup>

Morand s'appuie sur sa connaissance des circuits parlementaires non pas pour expliquer mais plutôt pour faire sentir de l'intérieur les ressorts de l'instabilité gouvernementale. La tonalité critique de ses notes décrit la fragilité, voire les intermittences, de l'Union sacrée.

Très insistante dans le *Journal*, l'autre source de rapports de force émane de la pression qu'exerce le peuple sur le Parlement. L'opinion publique entend peser sur les débats depuis que s'est réactivé, avec en point d'orgue la bataille de la Marne et ses fameux taxis, le régime de la nation armée. Très vigilants et bien informés, les Parisiens manifestent leur antiparlementarisme sous forme de mouvements de foule, violents mais sporadiques. En mêlant des crises parlementaires, lors du vote de certaines lois sensibles, aux événements de la rue parisienne, Morand dévoile un lien de cause à effet qui signale la relation passionnelle d'un peuple à son Parlement. « Il y a eu du grabuge », c'est par ce type d'expression, emprunté à la rue, que le discours de la note, soucieux d'un accent de vérité, restitue la protestation d'un peuple se sentant exclu des grands débats :

Au sujet du dépôt du nouveau texte de loi sur les exemptés et réformés, il y a eu du grabuge. Ceci, joint aux affaires de Roumanie, à la fatigue générale du pays, rend la Présidence du Conseil bien pessimiste.

L'opinion publique très montée contre les parlementaires. Le député de la Seine Adrien Veber, attaqué dans le métro.<sup>18</sup>

Les nombreuses pages du *Journal* consacrées à l'offensive du Chemin des Dames vont ensuite approfondir l'étude de ce système de rivalité et de pression auquel est soumis le pouvoir. En dépit de l'écriture cursive des événements, il est possible de discerner un raisonnement historique formé d'une analyse subjective des faits tout autant que d'une étude moraliste des hommes.

### **L'offensive du Chemin des Dames et les « désastres de la Guerre »**

L'offensive du Chemin des Dames, déclenchée le 16 avril 1917, n'est pas la bataille la plus sanglante du conflit mais elle eut un grand retentissement dans tout le pays jusqu'à devenir un véritable mythe porté par l'engagement sacrificiel des troupes coloniales. Morand mettra en évidence, nous le verrons, la conjonction des différents facteurs à l'origine du mythe. L'attaque du Chemin des Dames fut un échec en raison notamment des divergences entre l'état-major de Compiègne et plusieurs membres éminents du gouvernement Ribot. Ainsi Painlevé, alors ministre la Guerre, s'était opposé à l'offensive programmée de longue date par Nivelle et son subordonné Mangin. « S'il n'avait tenu qu'à lui, l'offensive préparée aurait été annulée, mais les préparatifs sont désormais trop avancés et Painlevé ne va avoir de cesse qu'il en dénigre l'organisation et l'organisateur »<sup>19</sup> écrit l'historien François Cochet

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 82, note du 24 novembre 1916.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 82, note du 24 novembre 1916.

<sup>19</sup> « Le Chemin des Dames. Mythes et réalités », article paru dans *Le Figaro* du mercredi 23 juillet 2014, p.16.

dans un récent article. De plus, les « grands chefs » eux-mêmes étaient divisés sur l'opportunité d'un retour à l'offensive après une longue phase de guerre d'usure. Le général Micheler combattait farouchement le projet : « il prépare tout le contraire de ce que nous voulons, Nivelles et moi »<sup>20</sup> affirmait Mangin. La mésentente était telle que Nivelles présenta sa démission le 6 avril lors d'une réunion au quartier général de Compiègne. Ribot, Président du Conseil, et le ministre Painlevé la refusent et lui témoignent leur confiance. Dans ces conditions, il est bien certain que l'échec relève avant tout de ces débats, hâtivement résolus, entre politiques et militaires. À propos de la démission de Nivelles, « il aurait été logique qu'Alexandre Ribot et Paul Painlevé l'acceptent et ajournent l'offensive »<sup>21</sup> affirme François Cochet.

Morand aborde cette difficile question des responsabilités dans une note faisant état des résultats de la Commission de l'armée au Sénat réunie le 26 avril 1917, soit neuf jours après le début de l'attaque :

Il y a eu hier comparution du ministre de la Guerre devant la Commission de l'armée, au Sénat. Painlevé aurait répondu à Clemenceau : 1° que l'offensive aurait été prise après avis conforme de l'unanimité des généraux qui y ont participé ; 2° que la Commission jugerait sur pièces tous les ordres de bataille ; car si le gouvernement ne se reconnaît pas le droit d'en prendre connaissance avant le combat, il les exige après.<sup>22</sup>

Face à Clemenceau qui n'ignorait rien de la situation, la réponse de Painlevé semble une manœuvre pour gagner du temps car au regard de ce qui s'est réellement passé, l'expression, « l'unanimité des généraux », est déconcertante. De surcroît, dans le climat tendu qui a précédé l'offensive, on ne voit pas comment les réunions de Compiègne auraient pu cacher au ministre les « ordres de bataille ».

Faisant ainsi revivre au jour le jour les répercussions de l'échec militaire, le témoignage de Morand réévalue le poids du facteur politique sur le champ de bataille. À cet égard, il révèle les limites des grandes commissions parlementaires. Celles-ci, qui avaient pourtant alerté sur les conséquences meurtrières de l'offensive, n'ont pas été vraiment entendues. Les responsabilités de l'hécatombe du Chemin des Dames sont donc à chercher dans cette logique consultative des commissions qui n'a pas été assumée jusqu'au bout par le gouvernement Ribot. On peut dès lors se ranger à l'avis de Jean-Jacques Becker qui déclare à propos des commissions : « [...] si elles avaient été écoutées plus tôt, la surprise de Verdun et le désastre du Chemin des Dames au moins auraient été évités ».<sup>23</sup> C'est dans ce sens qu'il faut interpréter cette note de Morand évoquant la suspension du travail parlementaire durant l'offensive : « Atmosphère chargée. Si le Parlement était réuni, il y aurait séance secrète ».<sup>24</sup> L'auteur fait allusion à un dispositif institutionnel, les « comités secrets », séances de la Chambre et du Sénat chargées de consolider les liens entre le Parlement et l'état-major. La note renvoie en fait à une crise du pouvoir civil que l'échec de l'offensive Nivelles du 16 avril a provoquée. Les parlementaires sentaient en effet leur échapper l'exercice de leurs droits de contrôle dans la zone des combats. C'est pourquoi lors d'une réunion de la commission de l'armée, le 19 juin 1917, Victor Dalbiez procédera à une vigoureuse mise au point : « nous pouvons empêcher une calamité, mais si nous nous en remettons à l'autorité militaire seule, nous allons au-devant des pires désastres ».<sup>25</sup> Très investi dans les relations entre le Parlement

<sup>20</sup> *Ibid.*, p.16.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>22</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 27 avril 1917, p. 224.

<sup>23</sup> Dans sa préface au livre de Fabienne Bock, *Un parlementarisme de guerre -1914-1919, op.cit.*, p. 7.

<sup>24</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 27 avril, p.223.

<sup>25</sup> Cité par F. Bock, *Un parlementarisme de guerre -1914-1919, op.cit.*, p.196.

et l'Armée, le député Victor Dalbiez se lançait alors dans une tentative (réussie) de reconquête politique, le pouvoir civil « arrêtant » le pouvoir militaire pourrait-on dire en paraphrasant Montesquieu.

Si les débats de la commission du 19 juin étaient aussi houleux, c'est qu'ils se ressentaient du climat contestataire d'une opinion qui s'en prenait directement à Mangin et à Nivelles en de durs traits caricaturaux, comme le rapporte Morand : « Atmosphère chargée. Si le Parlement était réuni, il y aurait séance secrète. On appelle Mangin ' le broyeur de noirs '. [...] L'opinion publique est très montée contre Nivelles ».<sup>26</sup> Teintée de racisme, l'épithète homérique, Mangin « le broyeur de noirs », est douteuse mais elle a néanmoins participé de ce mythe du sacrifice, à la gloire des armées coloniales, que Blaise Diagne, député du Sénégal, s'évertuera à faire naître au cours de la séance du comité secret du 28 juin 1917.<sup>27</sup> Quoi qu'il en soit, la crainte d'une insurrection est à son paroxysme, l'opinion publique se « déchaîne contre les généraux » :

Il règne ici une très vive agitation. Painlevé était ce soir après dîner, chez M. Ribot ; demain matin, conférence militaire à Compiègne avec tous les grands chefs. L'opinion publique se déchaîne contre les généraux et ne pardonne pas une offensive qui a échoué, après avoir révélé son insuffisance en matériel d'aviation et de mitrailleuse. Les récits des blessés, les remords au Parlement, les racontars de salles de rédaction, les crises de nerfs dont naissent les révolutions, tout y est.<sup>28</sup>

À partir d'informations diverses, Morand personnalisera ensuite une version épique de la bataille. Futur nouvelliste et romancier, il ne pouvait être que sensible à ces « nouveaux désastres de la Guerre » peints par le peuple lui-même, grand pourvoyeur d'images frappantes :

On donne les détails les plus horribles sur les tanks. Tous les réservoirs, sans exception, étaient trop exposés et ont sauté, avec des résultats terribles pour les occupants.<sup>29</sup>

Les débuts calamiteux des tanks Renault ont nourri un imaginaire de l'effroi qui semblait justifier la montée en puissance de l'indignation populaire, tant les pertes étaient importantes au regard des faibles objectifs vraiment atteints. En dehors des réactions de l'opinion, Morand disposait de renseignements transmis par l'état-major où la question des tanks était omniprésente :

L'avance de cet après-midi, au nord de Vailly et d'Ostel, a bien marché. Nos troupes ont enfin pris pied sur le plateau. Il faut, paraît-il, dégager maintenant le chemin de fer de Reims. Les Allemands nous ont démoli vingt-six tanks, ce sont les plus gros, trop vulnérables et trop lents. On en revient aux petits, de cinq hommes, qui sont excellents.<sup>30</sup>

La fascination pour le tank s'explique par la soudaine intrusion du machinisme (influencée par les Américains) qui rompt avec les traditions européennes de la guerre privilégiant d'abord la mobilisation massive des hommes. Cette rupture dans la culture de la guerre est telle qu'elle touche les milieux artistes. Impressionné par les actualités au cinéma du

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>26</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 27 avril 1917, p. 223.

<sup>27</sup> F. Cochet écrit dans son article « Le Chemin des Dames. Mythes et réalités » : Autour de la bataille du Chemin des Dames « s'organise le mythe du sacrifice des troupes coloniales, largement mis en scène par le député du Sénégal Blaise Diagne », *art cit.*, p.16.

<sup>28</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 27 avril 1917, p. 223-224.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 223.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 217, note du 19 avril 1917.

Vaudeville, Jean Cocteau, par exemple, qui venait d'écrire *Parade*, sur une musique d'Erik Satie, pour les Ballets russes, livre sa poésie du tank :

Cocteau parle des tanks, au cinéma du Vaudeville. Spectacle étonnant. « C'est comme un coffre-fort qui tombe d'un cinquième étage, puis qui se redresse sur ses pattes de derrière et qui fait le beau. » Et il crie que les tanks vont avoir des enfants avec les locomotives.<sup>31</sup>

Au plan historique, ces anecdotes sont précieuses dès lors qu'elles obligent à ressentir l'événement – l'émergence du machinisme militaire en l'occurrence — selon la sensibilité d'une époque qui est fort différente de la nôtre. En outre, en introduisant les visions décalées des artistes, elles montrent comment les données factuelles des batailles se transforment en imaginaire de la guerre, marqué ici par les débuts de l'esthétique « art déco ». Sur un autre plan, plus inquiétant, la présence des artistes pourrait illustrer ici la « vaine parade de l'esprit au bord du gouffre » qu'évoque Michel Collomb.

Cette réception de l'événement, propre à cette période, se perçoit selon une vision faisant alterner gravité et détachement. Elle repose sur la multiplication des points de vue grâce à des regards internes (le Quai d'Orsay, le Parlement) et externes (l'opinion publique, les artistes). À la réalité du front, au ressentiment de l'arrière, à l'interprétation des artistes, à tous ces éléments étroitement juxtaposés, s'ajoute aussi le désarroi de l'Allié britannique face à la déroute de l'offensive. « Continue-t-on ou non ? » telle est la question posée par Sir Douglas Haig alerté par Lord Bertie, ambassadeur de Grande-Bretagne en France :

Sir Douglas Haig est venu cet après-midi voir M. Ribot. Continue-t-on ou non ? Car les Anglais, mis en éveil par Bertie, et avertis de l'état d'esprit de Paris, sont assez inquiets à l'idée de rester seuls avec leur offensive sur les bras.<sup>32</sup>

Morand rédige ainsi une dramatisation particulière qui inscrit les événements dans une durée personnelle propice à la réflexion et au jugement. De la sorte, son journal lui permet de penser l'histoire au moment même où elle s'accomplit. En interrogeant, par exemple, l'utilité de l'offensive le jour de son déclenchement, le 16 avril 1917, il tâche de comprendre les causes du désastre :

Les nouvelles de ce soir annoncent que la journée a été dure. Nous avons avancé de sept kilomètres sur une profondeur de trois kilomètres, prenant neuf mille prisonniers, dont deux mille sur le front Mangin, mais sur cette partie du front la préparation d'artillerie a été insuffisante et la lutte acharnée. Nous avons partiellement perdu Craonne. Les Allemands en tout cas attendaient la bataille et l'acceptent. Ils ont engagé six divisions fraîches dans la matinée. La sixième armée (Mazelles) a mieux avancé que la cinquième armée (Mangin).

Je pense aux tués ; c'est atroce. Il serait si simple d'attendre les Américains... pourquoi toujours engager des Français ? « Les poitrines françaises », « avancer coûte que coûte », c'est la tradition de l'Ecole de Guerre.<sup>33</sup>

Bien informé, l'attaché d'ambassade délivre un jugement lucide que la suite des opérations militaires confirmera tragiquement. Admirateur des États-Unis, il savait aussi que leur apport serait décisif. Le lecteur de Morand s'étonnera toutefois qu'il n'eût que ces quelques mots de compassion, « Je pense aux tués ; c'est atroce. », pour décrire l'immense catastrophe humaine engendrée par la préparation insuffisante de l'offensive et les choix stratégiques dépassés de l'état-major. Du reste, il n'aura quasiment aucune pensée sur l'abomination des tranchées, lui

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 264, note du 15 juin 1917.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 223, note du 27 avril 1917.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 215, note du 16 avril 1917.



qui se montrera plus tard si inventif pour peindre les « désastres de la Guerre », inspirés de Goya, dans son *Flagellant de Séville* (1951). Mais en 1973, en rédigeant *Venises*, il revint sur la question : « Mes habits civils avaient pesé lourdement sur moi depuis trois ans ; les souffrances effroyables des combattants m'étaient devenues intenable ». <sup>34</sup> Ces silences puis ces confessions tardives problématissent l'engagement de soi au sein d'un journal qui refuse le paradigme de l'émotion et du débat intérieur pour faire porter la réflexion sur des enjeux critiques, à commencer par la « faillibilité des dirigeants » au cœur des crises et des états d'urgence.

### « Ces vieux sont ingouvernables »

Le pouvoir est affaibli par l'échec de l'offensive tant sont lourdes les retombées sociales, militaires et politiques. Sur ce plan, non seulement le *Journal* articule les différents événements qui cristallisent un climat d'opposition générale au gouvernement mais il pense cette articulation en montrant l'effet « domino » qu'engendrent les vicissitudes du front et les déceptions tactiques. En effet, le « mauvais esprit du front » consécutif à la tragédie du Chemin des Dames entraîne un vaste mouvement de révolte aussi bien sur le champ de bataille qu'à l'arrière. Morand s'alarme des pillages et des troubles fomentés par des coalitions de soldats et de civils dans les rues de Paris. Se tenant jour par jour informé de la situation, il observe avec angoisse les émeutes de la faim. Le mouvement, quoique d'apparence spontanée, se rapproche dangereusement du scénario soviétique :

Les mouvements populaires dus à la cherté de la vie continuent. Ce matin, Potin, boulevard Sébastopol a été pillé ; les permissionnaires et autres soldats s'y sont mis. Ça devient sérieux. <sup>35</sup>

Le 30 mai 1917 à Paris une manifestation pour la paix fait craindre le pire car on y voit une réplique civile des mutineries. Une réunion de crise est organisée au sommet de l'État :

Ce soir, grand conseil jusqu'à neuf heures chez le Président. Le gouverneur militaire de Paris, le préfet de Police, le ministre de l'Intérieur Malvy. Il y a eu sur les boulevards, cet après-midi, une manifestation en faveur de la paix. <sup>36</sup>

Morand fait part de sa propre révolte contre une élite dirigeante, reflet de l'ancien monde et responsable, selon lui, de la défaite morale du pays :

Et tous ces gens âgés perdent la tête devant le mauvais esprit du front, les troubles économiques etc. Pas un homme jeune là-dedans, des vieillards dépassés par les événements emportés par la rapidité folle des courants qui circulent depuis deux mois. J'ai vraiment envie d'ouvrir la porte qui me sépare d'eux, ce soir, de leur dire leur fait. La Révolution russe leur donne tout à coup cent ans, à ces vieux bourgeois. <sup>37</sup>

L'arrivée de Clemenceau au pouvoir en novembre de la même année, qui démentira ce jugement à l'emporte-pièce, n'empêchera pas Morand de garder une certaine rancœur à l'égard des « vieillards dépassés par les événements ». Ce trait de révolte, associé à une sorte de fascination-répulsion pour l'Union soviétique, a sans doute compté dans la genèse d'une nouvelle de *L'Europe Galante, La Croisade des enfants* (1925). Il s'agit d'un récit satirique qui imagine l'invasion de la France par de jeunes soviétiques, en butte à de « vieux messieurs

---

<sup>34</sup> *Venises, op.cit.*, p. 80.

<sup>35</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 26 mai 1917, p. 248

<sup>36</sup> *Ibid.*, note du 30 mai 1917, p. 254.

<sup>37</sup> *Ibid.*, note du 30 mai 1917, p. 254.

en noir » empreints d'« un pessimisme tel qu'ils décourageaient les plus ardents ».<sup>38</sup> L'auteur de ce conte philosophique, saturé d'une ironie nouvelle, caricature des élites vieillissantes.<sup>39</sup> « Ces vieux sont ingouvernables »<sup>40</sup> déclare l'héroïne soviétique, cet aimable reproche renvoie malicieusement à l'immobilisme d'un ordre bourgeois incapable de se réformer.

C'est ce vieux monde que les révoltes, civiles et militaires, de 1917 entendaient balayer et avec lui une conception archaïque de la guerre. Le *Journal* marque bien cette étape :

Plus on va, plus on sent que nous ne remonterons plus le courant, que c'est fini d'une certaine guerre, fini depuis le 13 mars sur la Perspective Newsky, fini de par notre brillante offensive d'avril (Nivelles : « Nous serons avec Mangin à Laon, dans trois jours »). Résultat de quinze mois de « wait and see ».<sup>41</sup>

Un tel constat voit dans l'échec de l'offensive la fin d'un monde gouverné, selon l'auteur, par l'incompétence politique et militaire. Le recul des années ne fera qu'accentuer le sentiment que toute une génération de dirigeants a failli. Dans *Venises* le regard rétrospectif est impitoyable :

Une année à Paris venait de faire de moi le témoin stupéfait de la faillibilité des dirigeants, des rodomontades de Viviani (« ils cassent »), des prédictions de Joffre en 1914 (« ce sera fini à Noël »), de Nivelles (« cette offensive sera la dernière »). Chaque jour les vieilles générations perdaient de leur prestige.<sup>42</sup>

Face au désarroi, on cherche de nouvelles solutions, d'abord militaires avec la nomination de Pétain au commandement des armées. À partir d'une conversation avec Adrien Thierry,<sup>43</sup> le *Journal* éclaire la passation de pouvoir officieuse entre Nivelles et le général Pétain. Le discours direct souligne le rôle du facteur humain dans le choix des stratégies et des alliances comme dans le processus de décision :

Causé assez longuement avec Adrien Thierry, de passage à Paris.

Il a dîné hier soir avec le général Pétain. « Je ne l'avais pas depuis l'an dernier, où j'avais dîné avec lui à Bar-le-Duc, pendant Verdun, dit Thierry. C'est un très cher et très vieil ami de ma famille. Toujours le même, cassant, entier, inflexible. Situation immense dans le pays. Tous les socialistes pour lui ; l'armée aussi. Aplatissement de Nivelles. Lui, bon camarade, prêt à le repêcher ; et aussi Mangin. Les adversaires de Pétain sont Malvy, Maginot, Bourgeois. Il a, à fond pour lui, Painlevé et mon père. Les socialistes voudraient voir Pétain commander Paris, mais il préfère, au contraire, un commandement effectif, au front. Il dit lui-même n'être pas l'homme de Paris, ne pas pouvoir recevoir des parlementaires... Il est anti-offensive, s'est prononcé nettement contre, dans le Conseil de Guerre tenu avant l'attaque, et a joué toute sa carrière sur cette carte. Dieu nous le garde !<sup>44</sup>

<sup>38</sup> *La Croisade des enfants*, nouvelle publiée dans *L'Europe Galante* en avril 1925 chez Grasset. Le texte est repris dans l'édition de la Pléiade de M. Collomb, *Nouvelles complètes*, T.1, p.427 pour les deux citations, Gallimard, Paris, 1992.

<sup>39</sup> « Moscou essaya de les acheter : ils étaient incorruptibles ; de les faire mourir : ils avaient passé l'âge des maladies et aucun châtement n'avait d'effet sur leurs vieux os verticaux. On s'efforça d'effacer jusqu'au souvenir de toutes les institutions, presse, hautes banques, académies, ministères, dont ils étaient les têtes, mais ces têtes avaient trop longtemps vécu aux dépens des corps et pouvaient subsister sans eux — ils l'avaient éprouvé. » *Ibid.*, p. 427.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p.430.

<sup>41</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade*, *op.cit.*, note du 30 mai 1917, p. 254.

<sup>42</sup> *Venises*, *op.cit.*, p.76.

<sup>43</sup> A. Thierry, diplomate, attaché d'Ambassade, à Londres en 1914. Son père, Joseph Thierry, était ministre des finances au sein du gouvernement Ribot.

<sup>44</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade*, *op.cit.*, note du 6 mai 1917, p. 231.

En 1947, date à laquelle le *Journal* fut publié, la dernière phrase de Thierry est évidemment à double entente, son sens variant considérablement d'une guerre à l'autre. Quant au soutien des socialistes à Pétain, il n'était pas réciproque, tant s'en faut puisque le général fit pression sur le gouvernement pour les empêcher de se joindre à la conférence de Stockholm contre la guerre. Cette conférence, qui se tiendra en septembre 1917 mais sans les Français, fit partie de ces solutions désespérées pour arrêter le conflit. Le *Journal* reproduit la violente opposition du Sénat et de la Chambre au projet en même temps qu'il fait valoir les arguments des socialistes désireux « de ne pas laisser les Russes seuls causer avec les Allemands ». <sup>45</sup> Sur proposition des deux Cambon, Jules et Paul, Alexandre Ribot, à la fois Président du Conseil et ministre des affaires étrangères, signera un télégramme contre le projet mais une note du 30 mai rapporte son hésitation entretenue par des consultations tardives. Morand décrit dans un climat d'intimité la difficulté de l'exercice de l'État en cette période où la prise de décision engage tant de vies et de bouleversements planétaires :

M. Ribot a déjeuné ce matin avec les deux Cambon. Jules avait préparé un télégramme à Londres disant qu'en présence des réactions de l'opinion, en France, en Italie, aux E.U., on n'irait pas à Stockholm et qu'il priait les Anglais d'agir en conséquence auprès de Ramsay Macdonald. M. Ribot avait signé. A trois heures, les Cambons partis, M. Ribot me fait rattraper son télégramme. Va-t-il changer d'avis ?

C'est à trois heures que le Président me fait demander le télégramme. Il semble perplexe. Serait-ce la visite de Caillaux, qui a duré deux heures et demie après le déjeuner des Cambon ? Probablement. <sup>46</sup>

D'après Morand, c'est Pétain qui aurait eu le dernier mot. Il le dit en une note synthétique :

Il est certain que les bruits de paix, le Conseil national socialiste et l'éternelle affaire de Stockholm ont causé une vive fermentation sur le front et à l'usine. Pétain aurait déclaré l'autre jour, au Conseil qui discutait sur Stockholm, que si le gouvernement consentait, il ne répondait plus du moral de l'armée. <sup>47</sup>

Le *Journal* produit une écriture apparemment spontanée de l'histoire qui, tout en restant centrée sur l'enchaînement des faits, varie néanmoins les approches. Notations et réflexions se côtoient, soit pour tirer des bilans et des leçons, soit pour projeter dans un avenir inquiétant des débuts de troubles. En outre, les visions quasi simultanées au cœur du pouvoir (au plus près de la décision politique) et dans la rue ajoutent à l'effet de vérité. Sûr de ses sources, Morand décrit en cette année 1917 une France au bord du chaos car irrésistiblement attirée par les solutions radicales de l'expérience soviétique. La tentation de l'extrême est expliquée et avec elle son corollaire, à savoir l'appel à l'homme providentiel, selon un schéma, une scansion, dont la France est coutumière :

J'apprends de très bonne source que, lors des troubles d'il y a quinze jours, sur un point précis du front, un régiment s'est révolté, a pendu plusieurs gendarmes et que dans tous les trains les soldats chantent l'*Internationale*. Nous irons vers la situation russe, et très vite, si on ne trouve pas un homme à poigne. Un civil ? Lequel ? Beaucoup ne voient qu'un général : Mangin, Lyautey ? Mais le mouvement est si violent qu'il faudrait un homme plus calme. <sup>48</sup>

<sup>45</sup> *Ibid.*, note du 30 mai 1917, p. 255.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 255.

<sup>45</sup> *Ibid.*, note du 4 juin 1917, p.258.

<sup>48</sup> *Ibid.*, note du 7 juin 1917, p. 262.

Morand ne pensait pas forcément à Clemenceau même s'il apparaissait comme la solution politique la plus probable en raison d'une popularité acquise notamment lors des visites dans les tranchées. Le retour du Tigre fut accéléré par l'affaire Malvy.<sup>49</sup> Ministre de l'Intérieur, lors de l'offensive Nivelles, Louis Malvy fut accusé d'avoir laissé se développer sur le front des actions de défaitisme en liaison avec le journal de gauche, *Le Bonnet rouge*, dirigé par l'anarchiste Almeyreda. À partir de l'été 17, Clemenceau signa éditorial sur éditorial dans *L'homme enchaîné*. Accablé, Malvy démissionna le 31 août. Morand, qui était dans la confiance, suivit de près le processus de la démission, bien orchestré par les conseillers du Président Ribot : « Polybe dit à Hermite que, puisque M. Ribot sera obligé de faire sauter Malvy, autant qu'il le fasse de suite et qu'il en ait le mérite. »<sup>50</sup> L'attaché approuvait car il savait Ribot très soucieux de se maintenir au pouvoir coûte que coûte. Lors de la démission, la chronique politique se fait récit afin de creuser, en deux paragraphes, le décalage entre l'agitation médiatique et la réalité du pouvoir vécue de l'intérieur. La note du 31 août relève ainsi la dramaturgie qui joue dans les grandes affaires d'État pour calmer l'opinion (« À Paris, on est très monté contre Malvy »)<sup>51</sup> mais Morand n'est pas dupe :

J'arrive ce soir au ministère à 8h. Dès l'entrée dans la cour ça sent l'événement important. Trois journalistes descendent agités, roulent jusqu'au bas du perron ; des personnages noirs remontent vite dans leurs autos qui démarrent comme au cinéma. D'autres journalistes aux cabines téléphoniques. Je rencontre Hermite qui m'apprend que Malvy a signé sa démission, que Viviani chancelle et que Violette s'en va.

Tout le monde félicite M. Ribot. C'était en effet ce que j'attendais, car je connaissais son désir de garder à tout prix un pouvoir qu'il avait sans doute pour la dernière fois.<sup>52</sup>

La démission de Malvy sera un remède sans effet puisque le ministère Ribot tombera le 7 septembre 1917 secoué par les retombées de l'affaire. Entre-temps, Almeyrada, incarcéré à Fresnes, décède dans des conditions suspectes, ce qui dresse encore plus l'opinion contre l'ensemble du ministère. Succédant à Ribot, Painlevé formera son gouvernement le 12 septembre pour une brève durée, Clemenceau sera au pouvoir en novembre. Morand, alors qu'il se trouve en Espagne,<sup>53</sup> aura ces mots dès qu'il note le changement à la tête de l'État : « Pauvre pays, où allons-nous ? »<sup>54</sup> Ribot restera un mois au sein de la nouvelle équipe avant d'être « débarqué » par Painlevé qui semble avoir passé un accord secret avec la chambre comme nous l'apprend l'auteur.<sup>55</sup> Après avoir vécu l'agonie du cabinet Ribot, Morand résume le parcours d'un homme qui, désespérément accroché au pouvoir, forme l'un des archétypes du « politicien » (sous la III<sup>e</sup> République) :

M. Ribot a abandonné sa dignité et dans toute cette crise, par son souci de rester coûte que coûte au pouvoir, s'est rendu comique. Ce qu'il y a de bien en lui c'est ce côté gentleman et père noble qui cache un homme ficelle, peureux, avec tous les défauts du politicien [...] Bref Ribot a fait pour rester toutes les concessions et au-delà et les socialistes l'ont « bouffé ».<sup>56</sup>

<sup>49</sup> Sur cette question, voir l'ouvrage de Jean-Yves le Naour, *L'affaire Malvy : Le Dreyfus de la Grande Guerre*, Hachette, Paris 2007.

<sup>50</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 27 août 1917, p.331.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p.331.

<sup>52</sup> *Ibid.*, note du 31 août 1917, p.334.

<sup>53</sup> En vacances au Pays Basque, où la princesse Soutzo venait le rejoindre, Morand en profitait pour passer la frontière et visiter Saint-Sébastien. Dans cette ville cosmopolite, le personnel politique espagnol et les diplomates étrangers en poste à Madrid avaient coutume de prendre le frais une partie de l'été.

<sup>54</sup> *Ibid.*, note du 11 sept 1917, p. 348.

<sup>55</sup> « On dit qu'il y a un accord entre Painlevé et la Chambre et que celle-ci ne lui a donné sa majorité qu'avec la promesse que Ribot serait débarqué. », *ibid.*, note du 20 octobre 17, p. 396.

<sup>56</sup> *Ibid.*, note du 11 septembre 1917, pp. 348-349.

L'affaire Malvy, les manœuvres politiciennes, et bien sûr l'échec de l'offensive Nivelles, tous ces événements ont créé chez Morand un désenchantement de la politique. Pour autant, le *Journal* n'ébauche aucune alternative au régime mais, à travers une critique des institutions, la *res publica* est repensée selon une quête d'éthique.

### La critique des institutions

En France, il est rare qu'une grave crise, révolution, guerre, ou conflit social d'envergure, provoque une chute du régime en place. Or, confrontées à la Grande Guerre, les institutions résistèrent remarquablement à cette fatalité. Fabienne Bock a raison d'écrire que 40 ans après la difficile installation de la III<sup>e</sup> République, « l'épreuve la plus terrible qu'ait encore connue la nation n'ébranle apparemment pas ses institutions alors que ses partisans eux-mêmes les estimaient fragiles et faiblement efficaces ».<sup>57</sup> Morand, quant à lui, plongé au cœur de la vie institutionnelle, ne cherchera pas à valoriser la stabilité du régime en temps de crise. A *contrario*, irrité par la chute rapide des différents cabinets, il émettra des avis féroces sur le rôle prédominant des enceintes parlementaires. Il aura malgré tout une vision équilibrée du travail des sénateurs et des députés surtout quand il observe l'évolution des débats. Ressentant une vocation d'écrivain de plus en plus impérieuse, Morand sera en effet très sensible à la parole politique, à la présence des grands orateurs, à toutes les nuances de l'éloquence institutionnelle. Il écouterait attentivement, par exemple, Aristide Briand lui expliquer qu'« il faut *dompter* la Chambre. »<sup>58</sup> De même, en référence sans doute à *La politique* d'Aristote, il analyse la construction d'un *éthos* au sein d'un *logos* tribunitien constamment soumis à l'arbitrage décisif de la Chambre. Le diariste retranscrit ainsi la séance du 19 octobre 1917 où l'on vit Painlevé se servir de son émotivité pour légitimer son Cabinet et obtenir *in fine* la confiance :

[...] Painlevé parla mieux qu'à l'habitude. Contrairement à certains orateurs qui après un bon début se désunissent et se relâchent, il va en s'améliorant et ayant vaincu sa timidité s'échauffe. Il plaide le court mois d'existence du Cabinet, la difficulté de gouverner à un moment où il n'y a plus d'union sacrée, la période difficile de grèves heureusement terminées et de scandales en bonne voie ; enfin les efforts faits pour l'extension du front anglais. Bref, 369 voix.  
59

De cette proximité avec les orateurs politiques, l'auteur gardera toute sa vie un art de la parole et de l'émotion maîtrisée. L'entretien fleuve qu'il accorde à Pierre-André Boutang le 1<sup>er</sup> août 1970<sup>60</sup> le montre assez. Vouant un culte à la parole efficace, concise et régulée à l'extrême (« Les mots sont faits pour ceux qui n'ont rien à se dire » écrira-t-il dans *Hécate et ses chiens*), Morand juge sévèrement la Chambre quand elle cède à la dissolution du discours. La note du 7 juillet 1917 raconte l'Assemblée en proie à ce désordre. Le silence des uns, « endormis, amorphes », contraste avec le « bouillonnement, (l') agitation extrêmes » des autres. Les « grassements du Président aphone » ne peuvent ramener le calme ni contraindre les dissidents (« tenant à part une petite séance de parti ») à revenir au débat central. Les digressions vont bon train : « Hennessy propose de raconter ses impressions d'Amérique. Il est hué. » Un commentaire sur la sortie des députés mentionnant ironiquement

<sup>57</sup> *Un parlementarisme de guerre -1914-1919, op.cit.*, p. 9.

<sup>58</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 17 juillet 1917, p. 286.

<sup>59</sup> *Ibid.*, note du 20 octobre 1917, p. 395.

<sup>60</sup> Cet entretien télévisé est rediffusé sur internet (« You Tube »).

la place de la Concorde viendra clore la séance : « On sort à 1h. 30, tonnerre, éclairs mauves illuminant toute la place de la Concorde. »<sup>61</sup>

La sévérité du regard ne doit pas occulter cependant le travail écrasant des députés et surtout leur courage pendant le conflit, beaucoup d'entre eux perdirent la vie sur le front. Mais chez Morand peindre le désordre de la Chambre est une manière de critiquer des institutions structurées par un système parlementaire qui entrave parfois, selon lui, la bonne marche des opérations militaires. Ainsi, il prétend qu'une offensive franco-anglaise a été annulée en raison d'un renoncement de l'exécutif lors d'une séance à la Commission de l'Armée : « Renaudel en tête a poussé des cris, déclarant inadmissible une offensive avant l'extension du front anglais. Painlevé a cédé. » Cette note du 13 octobre 1917 évalue les risques du débat public en commission : « Quand on a averti les Anglais ils ont été furieux. Il y a eu une lettre très raide de Lloyd George disant qu'en Angleterre le haut commandement seul décidait (mais ils n'ont pas un million de tués). C'est sur ces entrefaites que Painlevé est parti à Londres négocier l'extension du front anglais. »<sup>62</sup> Ces remarques restent sous-jacentes à une critique radicale des institutions parlementaires françaises que l'auteur exprime un mois avant l'offensive Nivelle :

Les Anglais, il y a un mois, ont parfaitement admis, eux, que Lord Lytton, au nom de l'Amirauté, refusât de donner au Parlement aucune précision sur la défense anglaise contre les sous-marins. Ils ont eu aussitôt un réflexe national : « C'est pour le bien du pays. » Et les Français, eux vaniteux et politicards, ont eu le réflexe contraire. C'est pourquoi Westminster est véritablement un Parlement. Mais les enfants qu'il a engendrés dans le monde n'en sont que la caricature.<sup>63</sup>

Morand reproche au Parlement de manquer d'éthique, il l'accuse de faire prévaloir l'intérêt privé et la poursuite des ambitions personnelles malgré l'urgence de la guerre. Selon lui, les institutions britanniques ont suffisamment de souplesse pour imposer, à l'inverse, l'intérêt général, le « bien du pays ». Le documentaire *Londres* (1933) renouvellera l'éloge : Westminster est une « cathédrale du suffrage universel » qui « fonde le culte des libertés humaines. »<sup>64</sup> C'est une vision plus pragmatique de la démocratie représentative qui est mise en avant. D'une part, la « disposition en quadrilatère » de Westminster « favorise moins que notre hémicycle l'émiettement des partis », d'autre part, « l'éloquence ne tombe pas en douche sur la tête de l'auditoire » et « les intérêts du pays sont traités de plain-pied, comme une affaire. »<sup>65</sup>

Ce que Morand redoutait le plus, c'est justement « l'émiettement des partis » qui, en reprenant de plus belle après la fin de l'Union sacrée, compromettrait le principe démocratique de la République tout autant qu'il paralysait l'action des gouvernements. « Au fond aucun ministère solide n'est possible. Il n'y a plus d'union » dit-il au moment où se met en place « la combinaison Clemenceau »<sup>66</sup> à laquelle il ne croit pas beaucoup. De son côté, il plaide en faveur d'un renouvellement des hommes qui pourrait satisfaire son besoin de rigueur dans la pratique de l'État :

<sup>61</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 7 juillet 1917, p. 280.

<sup>62</sup> *Ibid.*, note du 13 octobre 1917, p. 383.

<sup>63</sup> *Ibid.*, note du 13 mars 1917, p. 183.

<sup>64</sup> *Londres, op.cit.*, p.221.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p.226.

<sup>66</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade, op.cit.*, note du 14 novembre, p.420.

La Chambre est inquiète, hargneuse. Elle ne représente plus le pays. Le pays veut un personnel nouveau qui le mène et aucun de ceux de la vieille équipe ne subsistera longtemps durant la guerre, et tous seront anéantis au lendemain de la paix.<sup>67</sup>

Même si Morand se montre fin connaisseur d'une Chambre, qui réagissait instantanément aux décisions de l'exécutif souvent pour les contrer, il se trompe dans ses prévisions puisque Clemenceau et Briand, deux têtes éminentes de la « vieille équipe », survivront à la guerre comme à la paix. Morand s'y résignera mais, lors de l'arrivée de Clemenceau, il marquera son scepticisme sous la forme d'une mise à distance amusée où perce néanmoins l'acuité du moraliste détachant les passions du pouvoir et ses petites vanités. « Les changements de régime à l'occasion d'un nouveau ministère sont amusants » écrit-il en introduction d'une note dénonçant un système de postures. Sont raillés l'importance que se donne le détenteur de secrets d'État (« Margerie, rouillé comme un tisonnier sur lequel il aurait plu, sort, ivre des secrets politiques qu'il a dans son portefeuille doré ; »), tout comme les effets de la suractivité : « Hermite séché, blafard, écrit avec frénésie. » La sympathie affichée qui masque mal l'opportunisme et la pure obsession de soi justifie une autre remarque acide : « Jules Cambon demande à droite, à gauche, à son entourage des services qu'il paie d'accolades, de tapes sur l'épaule accompagnées de : mon petit, mon enfant, qui exhalent une indifférence féroce. » Dans cette galerie de portraits, qu'on dirait inspirée de La Bruyère, s'exerce le futur style de l'homme pressé, ce qui deviendra, comme le dit Jean-Louis Chevalier, « la marque du style Morand » : « art du croquis sur le vif, don de la formule ramassée, génie du mot à l'emporte-pièce ». <sup>68</sup> En même temps, c'est un autre rapport entre littérature et politique qui s'exprime avec ce style d'un jeune écrivain bousculant les vieilles routines politiciennes. Ce même style sera à l'œuvre dans la nouvelle *Le Tsar noir* (1927) pour ridiculiser les rouages de la dictature. Enfin, le dernier trait de la note est remarquable, il retient par son ironie profonde : « Berthelot, quand il est parti, lui, avait en plus à déménager ses œuvres d'art et l'on décloyait les Gauguin, les monstres chinois. Mais le dernier Cabinet n'avait pas de tendances artistiques. » <sup>69</sup>

### « Le roman de 1917 »

En hommage à Berthelot, cette dernière allusion recentre l'activité politique dans le champ de l'art et des lettres. Pour Morand, Berthelot demeure un symbole car son action générale est le fruit d'une culture lettrée qui seule peut élever la politique à une véritable pensée de l'État. Dans cet esprit, le diariste aime à environner l'acte politique d'un contexte littéraire, à l'exemple de cette note juxtaposant la parole de Proust à celle de Clemenceau :

Dîner hier au soir avec W. Berry et Hélène et Proust au Crillon. Proust apporte au Crillon ses épreuves collées sur de grandes feuilles de papier par les soins de la dactylo de Gallimard, et, les jours où Céleste le chasse du bd Haussmann pour pouvoir faire la chambre, corrige dans un petit réduit de comptable au Crillon qu'on lui laisse occuper la nuit ; il est mieux qu'au Ritz où, dit-il, il se croit obligé à trop de politesse vis-à-vis d'Olivier et il peut, moyennant quelques centaines de francs, avoir du café assez avant dans la nuit.

« Il faut que je vous lise une page dans *À l'ombre des jeunes filles en fleurs* qui a trait à un diplomate vieille école », me dit-il. Et il sort ses épreuves de dessous le comptoir du veilleur de

<sup>67</sup> *Ibid.*, p.420.

<sup>68</sup> Extrait de la dernière de couverture du livre de J. L. Chevalier, *Lettres à Lisette Haas*, Editions des cendres, Paris, 1988.

<sup>69</sup> *Journal d'un attaché d'ambassade*, *op.cit.*, voir la note du 18 novembre 1917, pour l'ensemble du passage, pp.425-426.

nuit et lit à haute voix dans le hall, sous la lanterne, tandis que les conversations nasales des Américains en kaki, et ivres, le choc des malles des arrivants couvrent sa voix et que la porte à cylindres nous jette de terribles courants d'air dans les jambes.

Clemenceau a dit hier à quelqu'un qui lui faisait observer que les socialistes lui feraient la vie dure :

« Je gouvernerai avec une voix de majorité ! »<sup>70</sup>

Cette confrontation entre histoire littéraire et histoire politique illustre ces « dissonances suggestives » dont parle Michel Collomb dans sa préface.<sup>71</sup> En replaçant les événements dans une nouvelle temporalité, pareille écriture de la dissonance déstructure le temps figé de l'histoire afin de mieux le recréer. C'est aussi une autre vision de l'histoire qui s'écrit : le fait politique doit être relativisé, resitué par rapport à la dimension privée des vies humaines, les hauts faits de la création romanesque, par exemple. Malgré cette valorisation du littéraire, il serait vain cependant d'opposer ici la destinée d'une œuvre à l'avenir d'une nation qui connaissait un péril extrême au tournant des années 1917-1918. Par cette confrontation, Morand entendait également annoncer la renaissance culturelle de l'après-guerre qui allait faire revivre l'Europe et l'Occident. Il esquisse enfin le « roman de 1917 » tel qu'il le définit dans *Venises* avec ce ton de polémique qu'on lui connaît :

Qui écrira le roman de 1917 ? C'est l'esprit de géométrie qui, chez les historiens, simplifie et fausse tout ; la vérité ne se trouve que dans les œuvres d'imagination.<sup>72</sup>

Morand formule ce que Ivan Jablonka appelle un « balancement stérile »<sup>73</sup> entre histoire et littérature, « balancement » qu'il faudrait pourtant réexaminer en relisant *Le Flagellant de Séville*, roman qui témoigne d'une nouvelle interprétation des campagnes napoléoniennes. Toujours est-il que l'on peut facilement rétorquer que la pertinence des distinctions pascaliennes ne suffit pas à diviser historiens et écrivains sur la question de la vérité. En conséquence, le débat doit être repris si l'on veut soutenir, par exemple, que ce journal, qui n'est pas une œuvre de fiction, compose pourtant le « roman de 1917 ». Certes le texte **relate** au jour au jour les faits marquants de l'époque mais l'imagination propre aux grands créateurs se mue également en ressource romanesque pour écrire l'histoire. La mise en récit, le don de l'anecdote révélatrice, l'art du portrait et jusqu'à la créativité d'un phrasé déjà habité par les premiers rythmes de jazz, tous ces éléments participent d'un imaginaire de la prose. Ce même imaginaire construit des processus cognitifs qui exercent un rôle majeur dans la compréhension de l'histoire. Au fond, ce que démontre le *Journal d'un attaché d'ambassade*, par sa poétique de la dissonance et de la note fragmentaire, par sa réflexion sur la culture et la création, c'est une compatibilité nouvelle entre le texte littéraire et l'écriture de l'histoire, en vue d'un meilleur « bénéfice épistémologique »<sup>74</sup> comme le dit encore Ivan Jablonka. Cet aspect donne du sens pour éclairer d'un jour différent la « honteuse période de 1914-1918 »,

<sup>70</sup> *Ibid.*, note du 16 novembre 1917, p. 423.

<sup>71</sup> « Ces séries temporelles hétérogènes, que juxtapose le compte rendu quotidien malgré leur vitesse inconciliable, établissent entre elles des harmoniques ou des dissonances suggestives », préface au *Journal d'un attaché d'ambassade*, *op.cit.*, p. XIX.

<sup>72</sup> *Venises*, *op.cit.*, p.79.

<sup>73</sup> Cette expression concerne en fait l'écriture de l'histoire par les historiens eux-mêmes : « Toute histoire serait littérature ? Aucune histoire ne serait littérature ? La seule manière d'échapper à ce balancement stérile, c'est de faire en sorte que l'aspiration littéraire du chercheur ne soit pas un renoncement, une « récréation » après le « vrai » travail, un repos du guerrier, mais un bénéfice épistémologique ; » *L'histoire est une littérature contemporaine, manifeste pour les sciences sociales*, *op.cit.*, p.13.

<sup>74</sup> Cf. note précédente pour les références.



selon l'expression de Valery Larbaud.<sup>75</sup> Ce sens se rapporte au destin brisé de l'Europe. Malgré la renaissance culturelle qu'il perçoit en 1917, Morand ne peut s'empêcher, en effet, de porter le deuil d'une image personnelle de la grandeur, « Je suis veuf de l'Europe » écrit-il dans *Venises*.<sup>76</sup>

Gil Charbonnier

Aix Marseille Université, CIELAM, Aix-en-Provence, France

---

<sup>75</sup> Phrase extraite du *Journal d'Alicante* de V. Larbaud, cité dans *Venises, op.cit.*, p.76.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 14.